Communiqué de presse

Des producteurs de lait et des députés européens plaident ensemble pour une réduction dans toute l'UE de la surproduction nuisible au secteur laitier

Les mesures prises jusqu'ici par la Commission européenne sont inefficaces – le Parlement européen doit s'impliquer davantage dans le débat sur le lait

Bruxelles, le 21/06/2016 : L'Union européenne poursuit toujours sa politique de la terre brûlée vis-à-vis du secteur laitier. En l'absence de concept prévoyant de plafonner les volumes de lait en temps de crise, cette politique, qui nuit aux producteurs de lait mais aussi aux secteurs en amont et en aval, se poursuivra.

Lors d'une rencontre à Bruxelles, des producteurs de lait ont débattu intensément avec des députés européens et des représentants de la Slovaquie sur la manière de mettre un terme à cette évolution et du rôle à jouer par le Parlement européen dans ce domaine.

Toutes les personnes présentes étaient d'accord sur le fait qu'une solution à l'échelle de l'UE doit être trouvée pour réduire la production excédentaire nuisible. Selon le président de la Commission de l'agriculture du Parlement européen, « l'UE doit mettre à disposition le financement nécessaire pour réduire la production laitière. »

À ce sujet, Romuald Schaber, le président de l'European Milk Board (EMB), souligne la responsabilité de la Commission européenne. « C'est à elle de trouver la volonté et les moyens financiers qui rendront possible une renonciation volontaire aux livraisons dans toutes l'UE. Ceux qui produisent moins doivent recevoir un bonus. »

Toutefois cette renonciation volontaire aux livraisons ne peut pas seulement être appliquée théoriquement au niveau national mais doit s'appliquer à l'ensemble des producteurs des 28 pays de l'UE. Ce n'est qu'ainsi que cette mesure sera véritablement utilisée et aura de l'effet. Le programme de responsabilisation face au marché (PRM) de l'EMB – un concept pour le secteur laitier en temps de crise – intègre expressément une renonciation volontaire aux livraisons au niveau européen.

En tant que pays qui assurera prochainement la présidence de l'UE, la Slovaquie elle aussi s'inquiète de la situation du marché laitier. Le directeur du service de la politique agricole de la Représentation permanente de la Slovaquie auprès de l'UE, Matej Hudec, assure que son pays s'efforcera à trouver des solutions à la crise. « Notre but est que les producteurs n'aient plus besoin de venir manifester à Bruxelles », explique-t-il.

Toutefois, le Parlement européen joue également un rôle important dans l'Union en tant que représentant des citoyens de l'UE. De nombreux députés européens ont pris conscience de la gravité de la situation dans le secteur laitier, surtout au cours des derniers mois, et plaident pour des instruments de limitation des volumes. « Le Parlement peut exercer une influence et doit le faire dans le cas de la crise du lait.

European Milk Board asbl
Rue du Commerce 124, bte 4, B-1000 Bruxelles
MwSt-Nr: BE0535.674.283

Tel.: +32 (0)2 808 1935
Fax: +32 (0)2 808 8265
office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org

https://www.facebook.com/europeanmilkboard.fr/

Il ne doit pas se laisser mettre hors-jeu par la Commission européenne et les États membres », affirme M. Schaber pour souligner l'importance d'un positionnement fort de cette institution européenne sur la question du lait. « Les agricultrices et agriculteurs, l'ensemble de l'espace rural et les consommateurs comptent sur la volonté et la détermination de leurs représentants au niveau européen. » La politique de la terre brûlée, qui cause des dégâts considérables à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE par la croissance des exportations et une production excédentaire, doit céder la place à une politique de développement sain et durable de l'espace rural.

La réunion qui s'est tenue au Parlement européen hier avait été organisée conjointement par l'European Milk Board et différents groupes politiques. Les coorganisateurs du côté du Parlement européen étaient Maria Heubuch du groupe politique des Verts/ALE, Marijana Petir du PPE, Ricardo Serrão Santos du groupe des Socialistes ainsi que Lidia Senra Rodríguez du groupe de la gauche unitaire.

Contexte : L'espace rural dans les remous de la crise du lait

La baisse énorme des recettes en 2015 et 2016, de 30 milliards d'euros pour la production de lait de l'UE, a également un impact fort dans les secteurs en amont et en aval. Les commandes des producteurs de lait marquent un net recul dans de nombreux domaines. Les ateliers de mécanique reçoivent de moins en moins de machines à réparer car l'argent nécessaire manque. Cette situation très tendue entraîne également une diminution drastique de la volonté des producteurs à investir. Les achats de machines neuves sont à la baisse, tout comme les contrats de construction.

Même le secteur de la médecine vétérinaire souffre des évolutions dans le secteur laitier. Les factures impayées s'amoncellent, les relations de confiance entre les éleveurs et les vétérinaires se distendent. C'est particulièrement dans les régions, et même les pays entiers, où le nombre d'animaux baisse – comme en Croatie, en Suède ou en Lituanie, par exemple – que les vétérinaires perdent leurs clients principaux, les élevages de bovins.

L'espace rural se trouve ainsi aspiré dans les remous de la crise du lait. Si l'on ne résout pas le drame du lait, la restructuration négative et la perte de nombreux emplois s'intensifieront aussi dans ces secteurs.

L'industrialisation de nos aliments

Il est indubitable que l'industrialisation de l'agriculture et de la production agricole s'intensifie dans le cadre de la crise du lait. Elle est également favorisée par la politique d'exportation qui malmène non seulement les producteurs de lait de l'UE mais qui représente également un grand danger pour les agriculteurs des pays tiers, et tout particulièrement des pays en voie de développement.

Le fait que les modes de production et de traitement s'éloignent toujours plus de leur forme d'origine a aussi des conséquences pour les consommateurs. Une industrialisation de la production laitière entraîne une industrialisation des produits laitiers, une industrialisation de notre alimentation : des produits à base de lait en poudre au lieu de lait frais, l'ajout d'agents conservateurs et d'aromes à la place du produit naturel fait dans la région. La diversité fait place à des aliments tous fabriqués de la même façon et une morne uniformité règne dans nos assiettes.

Contacts:

Président de l' EMB Romuald Schaber (DE): +49 (0) 160 352 4703

Attachée de presse de l'EMB *Regina Reiterer (DE, EN, FR): +32 (0) 2 808 1935*